

Après Callac, ils sont prêts à tout pour empêcher une 2e victoire

Un vent de panique a soufflé chez les politiciens immigrationnistes quand, suite à la mobilisation de la population, le maire de Callac a dû renoncer au projet Horizon, présenté comme un laboratoire de la transition démographique voulue par Macron dans nos campagnes.

Une violente campagne de presse s'est mise en place contre les animateurs du combat, et les plaintes se sont multipliées contre eux. Des maires et des journalistes se sont victimisés, se disant l'objet de graves menaces. Dans ce contexte, le pouvoir, s'appuyant sur ses préfets, a décidé de passer en force, et d'accélérer l'implantation de migrants dans les campagnes, malgré le désaccord de certains maires.

À Callac, malgré l'hostilité de la population, l'association Viltais vient d'imposer l'installation d'une famille de dix Soudanais, dans des conditions indignes des valeurs qu'ils prétendent défendre. Ce sont des associations callacoises, payées par les impôts des habitants, qui doivent faire face, tandis que l'école doit accueillir des enfants ne parlant pas un mot de Français.

À Corlay, dans la précipitation, le maire, Olivier Allain, lors des vœux, a annoncé l'arrivée de cinq familles de clandestins africains, suite au rachat d'une bâtisse ancienne par l'association Viltais. Il les a implantés immédiatement, rendant difficile la réaction des habitants hostiles à ce coup de force.

À Saint-Brévin, malgré des mobilisations toujours plus nombreuses, le maire, Yannick Morez, persiste, de manière irresponsable, à vouloir imposer un Cada de 120 migrants, juste à côté d'une école maternelle.

À Beyssenac, malgré l'hostilité du maire et du conseil municipal, le préfet Desplanques veut imposer aux 350 habitants, habitués à vivre sans fermer leurs portes, la présence d'un Cada de 40 migrants. Il essaiera de convaincre, ce jeudi 16 mars, dans une réunion publique qui s'annonce houleuse, des bienfaits de son projet, et expliquera aux habitants que la Corrèze est en retard sur ses quotas.

À Bêlâbre, petite ville de 900 habitants dans l'Indre, le maire Laurent Laroche, qui veut imposer un Cada de 40 personnes, a refusé l'offre d'un entrepreneur, pourtant supérieure à celle de Viltais, qui proposait d'implanter, à la place de son projet, une entreprise générant vingt emplois dans la ville. Une nouvelle offre sera examinée en conseil municipal extraordinaire, le lundi 20 mars.

À Séloncourt, dans le Doubs, le maire, sans concertation, se voit également imposé l'accueil de 40 migrants, dans les anciens locaux d'une association de handicapés.

Pour compléter cette offensive, la LDH multiplie les plaintes contre les villageois qui refusent ces projets qui bouleverseraient leur quotidien.

Nombre de citoyens, partout, s'étonnent que l'on trouve des millions pour accueillir des clandestins, qu'on leur promette du travail, quand les autorités disent aux Français qu'il n'y a pas d'argent, ni d'emplois pour eux.

La Coordination Partout Callac encourage les citoyens des villes et villages concernés à résister, dans l'esprit de la bataille de Callac. Elle se tient à la disposition de tous ceux qui voudront s'organiser pour sauver leur mode de vie. Elle se propose, fort de l'expérience de Callac, de leur apporter l'aide, le soutien et les conseils utiles pour mettre en échec les projets gouvernementaux, soutenus par l'ensemble de la gauche.

Le 15 Mars 2023.

Bernard GERMAIN

Porte-parole de la Coordination Partout Callac